



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/49/6
3 octobre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

Quarante-neuvième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 113 c) de l'ordre du jour

**GESTION DES RESSOURCES HUMAINES : RESPECT DES PRIVILÈGES
ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET
ORGANISMES APPARENTÉS**

Rapport soumis par le Secrétaire général au nom des membres du
Comité administratif de coordination et avec leur approbation

INTRODUCTION

1. À sa quarante-septième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 47/28 du 25 novembre 1992 dans laquelle elle a pris note avec une vive inquiétude du rapport que le Secrétaire général lui avait présenté au nom du Comité administratif de coordination sur la question mentionnée plus haut (A/C.5/47/14). Dans cette résolution, l'Assemblée générale déplore profondément le nombre sans précédent et toujours croissant de victimes parmi le personnel des Nations Unies, notamment celui qui participe aux opérations de maintien de la paix, et affirme également avec force que le non-respect des privilèges et immunités des fonctionnaires a toujours été un des principaux obstacles à l'exécution des missions et des programmes que les États Membres confient aux organismes des Nations Unies. L'Assemblée rappelle aux pays hôtes qu'ils sont responsables de la sécurité de tout le personnel des Nations Unies qui se trouve sur leur territoire, y compris celui qui participe aux opérations de maintien de la paix. L'Assemblée prie également le Secrétaire général de prendre toutes les mesures requises pour garantir la sécurité des fonctionnaires des Nations Unies, ainsi que celle du personnel qui participe aux opérations de maintien de la paix et aux opérations humanitaires et elle lui demande de continuer à présenter au nom du Comité administratif de coordination des rapports sur la question du respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés.

2. Vu l'inquiétude suscitée par les faits mentionnés dans le rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale a décidé à sa quarante-septième session que, malgré sa résolution précédente prévoyant un cycle biennal pour l'examen des questions de personnel (résolution 46/220 du 20 décembre 1991), il convenait de prier le Secrétaire général de porter à son attention, à sa quarante-huitième session, des informations à jour sur la situation des fonctionnaires de

l'Organisation touchant en particulier les violations des privilèges et immunités, compte tenu des dispositions des résolutions 45/240 en date du 21 décembre 1990 et 47/28 en date du 25 novembre 1992 (voir décision 47/457 C en date du 8 avril 1993).

3. À sa quarante-huitième session, ayant examiné le rapport soumis par le Secrétaire général au nom des membres du Comité administratif de coordination et avec leur approbation (A/C.5/48/5), l'Assemblée générale, dans sa décision 48/462 datée du 23 décembre 1993, a pris acte du rapport du Secrétaire général ainsi que de la déclaration de la représentante de la Coordinatrice des Nations Unies pour les mesures de sécurité, faite le 8 novembre 1993¹.

4. Le présent rapport, qui contient des informations à jour sur le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires ainsi que sur leur sécurité, fait suite à la résolution 47/28 de l'Assemblée générale. Il est soumis au nom des membres du Comité administratif de coordination et avec leur approbation, et se fonde sur les renseignements fournis par les programmes et fonds des Nations Unies, les bureaux des missions, ainsi que par les institutions spécialisées et les organismes apparentés. On trouvera ci-après à l'annexe IV une liste des organes et organisations qui ont été invités à fournir des renseignements. Ceux-ci concernent la période allant du 1er juillet 1993 au 30 juin 1994.

I. SÉCURITÉ DES FONCTIONNAIRES

5. Les faits survenus l'année dernière ont clairement montré que les fonctionnaires internationaux continuent d'être exposés à un niveau de risque qui aurait été considéré jusque-là inacceptable. Pour s'acquitter des tâches que lui confient les organisations concernées, le personnel doit souvent remplir ses fonctions dans des conditions d'anarchie et de violence aveugle. La violence et l'intimidation sont telles qu'elles compromettent les efforts déployés pour assurer la sécurité, même minimale, du personnel. Au cours de la période considérée, des membres du personnel ont été attaqués, et parfois tués, blessés, kidnappés, maltraités et harcelés. On trouvera des détails sur certains de ces incidents dans les renseignements communiqués par diverses organisations, qui sont repris à l'annexe III ci-après.

6. Le fait que 18 fonctionnaires (nationaux et internationaux), appartenant à diverses organisations, ont perdu la vie au cours de la période considérée et pendant la préparation de ce rapport est particulièrement inquiétant. Le décès de deux de ces fonctionnaires a été signalé à l'Assemblée générale (A/C.5/48/5). On trouvera des détails sur les 16 autres cas à l'annexe II. Le nombre total de victimes pour 1994 sera probablement plus élevé encore lorsque les fonctionnaires travaillant au Rwanda auront été pris en compte. Il est particulièrement préoccupant de constater que, sur les 42 cas de fonctionnaires tués par balles depuis le 1er janvier 1992, pas un seul n'a été résolu, et qu'aucun responsable n'a été arrêté ou traduit en justice. À cet égard, il est extrêmement important que toutes les initiatives prises par des États Membres, telles que l'élaboration d'une convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, s'appliquent à tous les fonctionnaires des organismes des Nations Unies.

7. Des efforts ont été faits pour améliorer la sécurité du personnel. Malheureusement, le manque de ressources et d'équipement contraint beaucoup de fonctionnaires travaillant sur le terrain à mettre quotidiennement leur sécurité en péril. Pour tenter de répondre aux nombreuses questions graves qui se posent sur la sécurité du personnel des Nations Unies, le Coordonnateur des mesures de sécurité a convoqué à New York, du 16 au 19 mai 1994, une réunion spéciale interinstitutions sur les questions de sécurité. Cette réunion a été consacrée à l'examen des questions de sécurité intéressant les organismes des Nations Unies, en particulier leurs aspects administratifs, et à l'analyse, entre autres, de l'utilité de systèmes de communication normalisés dans tous les lieux d'affectation, de la nécessité d'organiser des réunions d'information avant l'affectation des fonctionnaires et une formation adéquate en matière de sécurité, ainsi que de la nécessité de mettre au point une stratégie commune à tous les organismes des Nations Unies pour la gestion des tensions liées aux situations critiques, afin de mieux répondre aux besoins des fonctionnaires (et des personnes à leur charge) qui ont subi des traumatismes dans l'exercice de leurs fonctions.

8. Il convient de souligner que c'est au gouvernement hôte qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité et la protection des fonctionnaires, de leurs conjoints et des personnes à leur charge, ainsi que de leurs biens et des biens des organisations auxquelles ils appartiennent. Cette responsabilité découle de la fonction normale et inhérente de tout gouvernement, qui est de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens qui se trouvent sur son territoire. À l'égard des organisations internationales, de leurs fonctionnaires et de leurs biens, les gouvernements sont tenus à des obligations particulières en vertu de la Charte des Nations Unies ou des accords qu'ils ont conclus avec ces organisations. En vertu de l'Article 105 de la Charte, l'Organisation jouit des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour atteindre ses buts. Les autres organismes des Nations Unies et leur personnel jouissent des mêmes privilèges et immunités en vertu de leurs statuts respectifs. Les fonctionnaires de ces organismes jouissent, en vertu des mêmes dispositions, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions en toute indépendance. En outre, sur le territoire de tous les pays qui ont adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies² et à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées³, les fonctionnaires de ces organisations, "jouissent, ainsi que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en période de crise internationale"⁴. Ces conventions stipulent également que les locaux de ces organisations sont "inviolables" et que leurs biens, où qu'ils se trouvent et quels que soient leurs détenteurs, sont exempts de "toute forme de contrainte"⁵.

II. ARRESTATION ET DÉTENTION DE FONCTIONNAIRES

9. Sauf dans les cas indiqués à l'annexe I, on ne signalait au 30 juin 1994 aucune affaire qui mette en jeu l'arrestation ou la détention de fonctionnaires en violation de leurs privilèges et immunités. On trouvera à l'annexe III des renseignements détaillés fournis par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sur son personnel.

III. IMPOSITION DES FONCTIONNAIRES

10. On trouvera à l'annexe III au présent rapport des renseignements détaillés sur les problèmes liés à l'imposition des fonctionnaires que connaissent l'Union internationale des télécommunications (UIT) et d'autres organisations dont le siège se trouve à Genève.

IV. RESTRICTIONS LIMITANT LES VOYAGES OFFICIELS OU PRIVÉS DES FONCTIONNAIRES DE L'ONU, DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DES ORGANISMES APPARENTÉS

11. Le Secrétaire général est heureux d'annoncer que, pendant la période considérée, on a enregistré des faits nouveaux positifs en ce qui concerne la levée des restrictions imposées par les autorités des États-Unis en tant que pays hôte aux voyages privés de fonctionnaires ressortissants de certains États.

12. Le 10 janvier 1994, la Mission des États-Unis a informé le Secrétariat par note verbale que les employés de l'Organisation de nationalité roumaine et les personnes à leur charge seraient autorisées à voyager sans restriction aux États-Unis.

13. Dans sa réponse à la note susmentionnée, le Secrétaire général a déclaré qu'il se réjouissait de cette décision du pays hôte. Cependant, étant donné que des restrictions continuent à s'appliquer aux déplacements des fonctionnaires de certaines nationalités, il a réitéré sa position de principe bien connue en ce qui concerne le traitement restrictif et discriminatoire réservé à certains fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies sur la seule base de leur nationalité.

14. On trouvera à l'annexe III des renseignements sur les restrictions imposées aux déplacements du personnel de l'UNRWA.

V. OBSERVATIONS

15. Le Secrétaire général est fermement convaincu que la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées jouent un rôle critique dans la protection contre les arrestations et la détention des fonctionnaires et des personnes à leur charge. Il invite donc les États qui ne sont pas encore parties à ces conventions à envisager de les ratifier ou d'y adhérer.

16. L'élaboration d'une nouvelle convention, qui fait actuellement l'objet de débats au sein de la Sixième Commission et qui s'appliquerait à l'ensemble des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, quel que soit le mandat en vertu duquel ils exercent leurs fonctions, constituerait également une mesure cruciale pour la sécurité du personnel.

17. Les efforts se poursuivent afin d'atteindre le degré d'intégration et de responsabilité nécessaire pour appliquer une politique efficace en matière de sécurité. De nombreuses questions relatives à l'amélioration de la gestion de la sécurité ont été discutées lors de la réunion spéciale interinstitutions sur les questions de sécurité citée au paragraphe 7. On trouvera des informations

détaillées dans le rapport intitulé "Comprehensive report regarding inter-agency coordination" (rapport général sur la coordination interinstitutions), soumis à l'Assemblée générale, à sa quarante-neuvième session, à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. À cet égard, il convient de noter qu'il est irréaliste d'espérer que les ressources existantes permettront d'instaurer les mesures de sécurité requises, essentielles pour que l'Organisation puisse s'acquitter correctement de ses obligations en matière de sécurité du personnel. Je compte sur les États Membres pour me fournir les moyens de prendre les mesures qui s'imposent.

Notes

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Cinquième Commission, 13e séance, et rectificatif.

² Résolution 22 A (I).

³ Résolution 179 (II).

⁴ Résolution 22 A (I), art. V, sect. 18 f), et résolution 179 (II), art. VI, sect. 19 c).

⁵ Résolution 22 A (I), art. II, sect. 3, et résolution 179 (II), art. III, sect. 5.

Annexe I

LISTE RÉCAPITULATIVE^a DES FONCTIONNAIRES EN ÉTAT
D'ARRESTATION ET DE DÉTENTION OU PORTÉS DISPARUS,
À L'ÉGARD DESQUELS L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET ORGANISMES
APPARENTÉS N'ONT PU EXERCER PLEINEMENT LEUR DROIT
DE PROTECTION

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Abdala Daker Hayatli	UNRWA	Disparu dans la République arabe syrienne depuis le 20 avril 1980
M. Izzedine Hussein Abu Kreish	"	Détenu dans la République arabe syrienne depuis le 11 septembre 1980
M. Mahmoud Hussein Ahmad	"	Disparu au Liban depuis le 22 mars 1983. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Mohammad Ali Sabbah	"	Disparu au Liban depuis le 22 mars 1983. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés.
M. Daulat Mir	FAO	Arrêté le 28 août 1984 et incorporé ultérieurement dans l'armée afghane
M. Alec Collett	UNRWA	Détenu au Liban par des milices ou des éléments non identifiés depuis le 25 mars 1985
M. Mohammad Mustafa El-Hajj Ali	"	Disparu au Liban depuis le 28 novembre 1986. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Saleem Hairan	FAO	Détenu et incorporé le 27 janvier 1988 dans l'armée afghane
Mme Zainab Aw Jama Adan	PAM	Disparue en Somalie depuis le 4 juin 1988
M. Mohammed Omar	FAO	Détenu et incorporé le 17 mai 1989 dans l'armée afghane
M. Abdul Fattah	PAM	Enlevé au Pakistan par des éléments non identifiés le 3 septembre 1989

/...

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Ahmad Mohamed Ali	PAM	Détenu en Somalie par les Services de sécurité nationaux depuis le 25 mai 1990
M. Abdalla Ismail Abu Shawared	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 6 novembre 1990
M. Ghassan Musaed El Arabid	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 11 août 1991
M. Kassu Asgedon	"	Détenu en Ethiopie depuis le 4 septembre 1991
M. Mohammad Rajab El-Sa'afin	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 20 juillet 1992
M. A/Fattah Ismail Fayyad	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 22 septembre 1992
M. Mohammed Najib Madi	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 15 octobre 1992
M. Amin Ali El Khatib	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 22 novembre 1992
M. Hasam Hassan Abu Jray	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 14 février 1993
M. Hasan Mohammad Hammad	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 15 février 1993
M. Maher Salim El Toukhi	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 18 février 1993
M. Suliman A/Hadi Abu Rous	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 14 mars 1993
M. Sami Abdalla Abu Hmaiseh	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 11 avril 1993
M. Yousef Dawoud Shahin	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 2 mai 1993
M. Ahmad Hasan Abu Houli	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 3 mai 1993
M. Jaber Ali Wahdan	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 3 mai 1993
M. Abdel Hakim A/Rabbu Abu Houli	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 6 mai 1993

/...

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Suliman Ibrahim Jouda	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 20 mai 1993
M. Mahmoud Arafat El Khawaja	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 14 juin 1993
M. Mahmoud Ghanem	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 25 juin 1993
M. Andualem Zeleke	CEA	Détenu en Ethiopie depuis le 25 juin 1993
M. Jamal Atiya Tayeh	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 28 juin 1993
M. Walid Yusuf El Zatma	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 9 août 1993
M. Ahmad Said Ahmad Lubbad	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 19 août 1993
Mme Sara J'areh	"	Détenue en Cisjordanie depuis le 24 septembre 1993
M. Rida Mahmoud Khaled	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 18 octobre 1993
M. Mani Ali El-Kurd	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 25 octobre 1993
M. Walid Jaber	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 5 janvier 1994
M. Ahmad Tawfiq Abu Hassanain	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 5 janvier 1994
M. Mohammad Abbas Hassouna	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 10 janvier 1994
M. Ahmad Abdel Rahman Sweilem	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 11 janvier 1994
M. Suhair Ahmad El Qaisi	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 17 janvier 1994
M. Kamal El Ghoul	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 17 février 1994
M. Kaled Mahmoud Zagout	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 9 mars 1994

/...

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Ayoub A/Aziz Khadoura	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 24 mars 1994
M. Khader Mahmoud Abbas	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 9 avril 1994
M. Naser Yusuf Matar	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 13 avril 1994
M. Bassam Nihad Jarrar	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 18 avril 1994
M. Nabil El Sawalhi	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 19 avril 1994
M. Mustafa Rashid Nakhleh	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 19 avril 1994
M. Ghazi Mohammad Haj Asad	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 21 avril 1994

Note

^a Cette liste récapitulative contient, dans l'ordre chronologique, les noms des fonctionnaires qui étaient encore en détention ou portés disparus le 30 juin 1994. Elle n'a pas pour objet de fournir des informations sur tous les cas de fonctionnaires qui ont été arrêtés, détenus ou portés disparus par le passé ni sur les cas des fonctionnaires qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Annexe II

LISTE DES FONCTIONNAIRES AYANT PERDU LA VIE DEPUIS LE 1er JUILLET 1993

<u>Nom</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu/date de l'incident</u>	<u>Cause du décès</u>
1. ZERAZIC, Boris	Bosnie	HCR	Vitez, Bosnie 15/8/93	Blessures par balle
2. REITZEL-NIELSEN, Michael	Danemark	CNUEH	Nairobi, Kenya 13/9/93	Blessures par balle
3. FARHAD, Fayyad	Palestine	UNRWA	Saïda, Liban 21/7/93	Blessures par balle
4. WANDAYO, John	Ouganda	UNICEF	Kitgum, Ouganda 20/10/93	Blessures par balle
5. AL SAFTAWI, Assad	Palestine	UNRWA	Gaza, Bande de Gaza 21/10/93	Blessures par balle
6. LINCOLN, Kai	États-Unis d'Amérique	ONUSOM	Mogadishu, Somalie 13/11/93	Blessures par balle
7. SHABAYTA, Muin	Palestine	UNRWA	Saïda, Liban 28/4/94	Blessures par balle
8. SANNEH, Ali Haji	Gambie	HCR	Afmadou, Somalie 18/4/94	Blessures par balle
9. NGENDA-KUMANA, Therence	Burundi	PAM	Bujumbura, Burundi 1/5/94	Blessures par balle
10. ABU IBTIHAN, Ahmad	Palestine	UNRWA	Gaza, Bande de Gaza 28/4/94	Blessures par balle
11. BILE, Abdullah	Somalie	PAM	Mogadishu, Somalie 13/6/94	Blessures par balle
12. SISAY, Mohamed	Éthiopie	PAM	Gulu, Ouganda 23/6/94	Blessures par balle
13. AREGAY, Kassahun	Éthiopie	PAM	Gulu, Ouganda 23/6/94	Blessures par balle
14. MEKONNEN, Gabriel	Éthiopie	PAM	Gulu, Ouganda 23/6/94	Blessures par balle
15. SINDIKU-BWABO, Damascene	Rwanda	CEA	Gisenji, Burundi 8/6/94	Blessures par balle
16. HERRERA LOPEZ, Jose	France/Nicaragua	HCR	Kirundu, Burundi 13/8/94	Blessures par balle
17. MURENZI, Jules	Rwanda	PAM	Gikongoro, Rwanda 30/8/94	Blessures par balle
18. LABIB, Labib Ibrahim	Égypte	UNICEF	Qena, Égypte 17/9/94	Blessures par balle

Annexe III

RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR CERTAINES ORGANISATIONS ET PAR DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET BUREAUX OU ORGANES SUBSIDIAIRES MIXTES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AUX FINS D'INCLUSION DANS LE PRÉSENT RAPPORT

A. Commission économique pour l'Afrique

M. Andualem Zeleke (Éthiopie), fonctionnaire de la CEA recruté localement, est détenu depuis le 25 juin 1993. Le Ministère des affaires étrangères du gouvernement de transition de l'Éthiopie a déclaré que son cas serait étudié en même temps que celui des autres personnes qui auraient été impliquées dans la terreur rouge du régime précédent.

M. Nadew Kassa, enfant à charge de M. Tsegaye Kassa (Éthiopie), fonctionnaire de la CEA recruté localement, est détenu depuis le début de février 1994. Les autorités n'ont fourni aucune réponse quant aux raisons de son arrestation.

M. Damascene Sindikubwabo (Rwanda), fonctionnaire du bureau régional de la CEA à Gisenyi, recruté localement, a été tué le 8 juin 1994 dans les locaux du bureau régional. D'après les rapports, le bureau régional de la CEA à Gisenyi était occupé, apparemment, par des forces gouvernementales, et les locaux ont subi des dégâts.

Au début du mois de septembre 1993, des troupes armées du gouvernement ont pénétré dans l'enceinte de la CEA à deux occasions. Ces incidents ont été signalés aux autorités.

L'appartement loué à Addis-Abeba par une fonctionnaire de la CEA en mission à New York a été occupé illégalement pendant plus d'un an. Après enquête des autorités gouvernementales, la fonctionnaire a pu récupérer une partie de ses possessions.

B. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

1. Pendant la période considérée, le nombre des fonctionnaires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza arrêtés, détenus sans jugement puis relâchés a nettement diminué par rapport à l'année précédente. Toutefois, huit fonctionnaires de la Cisjordanie étaient encore détenus à la fin de la période considérée, contre trois à la fin de l'année précédente, alors que dans la bande de Gaza le nombre de fonctionnaires détenus passait de 23 à 10. Trois fonctionnaires ont été arrêtés et détenus dans la République arabe syrienne, un en Jordanie et un au Liban. Cinquante et un fonctionnaires au total ont été ainsi détenus pendant la période considérée. Sur ce nombre, 28 ont été arrêtés puis relâchés sans mise en examen ni jugement et cinq ont été mis en examen, jugés et condamnés. Les 18 autres, tous fonctionnaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, étaient encore détenus au 30 juin 1994.

/...

2. Les 16 fonctionnaires expulsés au Liban, comme le signalait le rapport de l'année dernière, étaient tous rentrés avec l'autorisation des autorités israéliennes en décembre 1993. Quatre d'entre eux ont ensuite été placés en détention, mais à la fin de la période considérée tous sauf un avaient été relâchés. Suite à l'Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho, signé au Caire le 4 mai 1994, plusieurs Palestiniens, dont quatre fonctionnaires, ont été transférés de leurs prisons de la bande de Gaza à des centres de détention et des prisons situés en Israël.

3. Malgré des démarches répétées auprès des autorités compétentes pendant la période considérée, l'UNRWA n'a pu obtenir en temps voulu des renseignements satisfaisants quant aux raisons de l'arrestation et de la détention de ses fonctionnaires. L'Office a pu rendre visite à trois fonctionnaires de la Cisjordanie et à 20 fonctionnaires de la bande de Gaza détenus dans des prisons et des centres de détention en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et en Israël. Le traitement des détenus reste une cause de profonde inquiétude pour l'Office, certains fonctionnaires détenus ou ayant été relâchés s'étant plaints d'avoir subi de mauvais traitements physiques et psychologiques. Malgré des démarches répétées auprès des gouvernements concernés, l'Office n'a pas été en mesure de rendre visite aux fonctionnaires détenus en Jordanie, au Liban et dans la République arabe syrienne.

4. Les fonctionnaires continuent à éprouver des difficultés à entrer en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et à en sortir. Comme les années précédentes, les autorisations nécessaires aux voyages officiels des fonctionnaires recrutés localement ont été délivrées par les autorités israéliennes avec des retards considérables. La liberté de mouvement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza vers Israël et la partie orientale de Jérusalem, évoquée dans le rapport de 1993 (A/C.5/48/5) a continué d'être limitée pendant la période considérée, les autorités israéliennes insistant sur l'établissement d'un système d'autorisation de sortie, ce qui a retardé et parfois empêché l'entrée des fonctionnaires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza dans la partie orientale de Jérusalem et en Israël. Les restrictions se sont faites encore plus sévères avec la fermeture de la Cisjordanie et de la bande de Gaza après le massacre de la mosquée d'al-Ibrahimi à Hébron le 25 février 1994. Dans la bande de Gaza, l'Office a éprouvé des difficultés à faire délivrer des autorisations de sortie à ses chauffeurs, bien qu'à la fin de la période considérée, ceci ait cessé d'être un problème. La liberté de circulation des fonctionnaires à l'intérieur de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a été en outre limitée par les couvre-feux, les autorités israéliennes continuant à exiger que les fonctionnaires recrutés localement soient munis de permis spéciaux en cas de couvre-feu. Dans la bande de Gaza, les procédures d'obtention et de renouvellement de ces permis ont souffert de retards considérables du fait des autorités israéliennes, bien qu'après l'entrée en vigueur de l'Accord du Caire^a vers la fin de la période considérée, il n'ait plus été nécessaire de s'adresser aux autorités israéliennes pour obtenir ces permis. La désignation arbitraire de zones militaires interdites par les autorités israéliennes a continué à entraver les déplacements officiels des fonctionnaires, qu'ils aient été recrutés sur le plan international ou localement.

5. Pendant une grande partie de l'année considérée, le personnel de l'UNRWA de la Cisjordanie et de la bande de Gaza s'est acquitté de ses fonctions dans une atmosphère de violence ininterrompue et l'Office s'inquiète pour la sécurité de son personnel, tant local qu'international. Les fonctionnaires ont fait l'objet de mauvais traitements de la part des forces de sécurité israéliennes – blessures par balles réelles et autres, passages à tabac, menaces, brutalités, etc. Ils ont parfois également été menacés et agressés par des colons israéliens du territoire occupé et par certains éléments de la population palestinienne. L'Office a protesté auprès des autorités compétentes et pris des mesures appropriées.

6. Pendant la période considérée, deux fonctionnaires de l'UNRWA ont été tués au Liban, par des personnes dont l'identité reste inconnue. Le 21 juillet 1993, un enseignant a été tué en présence de sa famille près de Saïda et, le 15 novembre 1993, un chef d'établissement a été tué alors qu'il quittait son école aux environs de Saïda. En outre, le 21 octobre 1993, un enseignant a été tué dans la ville de Gaza par des inconnus.

7. Le 28 mars 1994, un fonctionnaire a été tué dans la bande de Gaza par les forces de sécurité israéliennes lors d'un affrontement avec des éléments armés palestiniens.

C. Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies
pour les réfugiés

Du 1er juillet 1993 au 30 juin 1994, le HCR a eu à déplorer les incidents suivants.

1. Décès

Burundi

13/8/94. Un fonctionnaire du HCR recruté sur le plan international a été tué à Kirundo, au nord du Burundi. Il semble avoir été pris dans une fusillade visant une personnalité locale.

Ex-Yougoslavie

2/2/93. Un fonctionnaire local du HCR a été tué par un obus près de Mostar lors de l'attaque d'un convoi humanitaire.

14/8/93. Un fonctionnaire local du HCR a été tué à Vitez par un tireur isolé, par une balle perforante qui a transpercé le blindage du véhicule qu'il conduisait.

Somalie

18/4/94. Un fonctionnaire du HCR recruté sur le plan international a été tué d'une balle dans la tête par un tireur inconnu qui a ouvert le feu sur l'avion du HCR où il avait pris place alors que celui-ci roulait sur la piste de l'aéroport d'Afmadu.

/...

2. Blessures

Ex-Yougoslavie

17/11/93. Un fonctionnaire local du HCR a été touché à l'épaule par un tireur inconnu alors qu'il voyageait à bord d'un véhicule du HCR à Kakanj en Bosnie-Herzégovine.

Libéria

23/9/93. Vahun – Un camp de réfugiés et un camp du HCR auraient été attaqués/bombardés par deux avions sous le commandement du Groupe de surveillance du cessez-le-feu institué par la CEDEAO (ECOMOG).

3. Détentions/arrestations

Ex-Yougoslavie

Banja Luka

15/12/93. Quatre fonctionnaires du HCR ont été arrêtés alors qu'ils enquêtaient sur deux explosions survenues dans une mosquée locale; ils ont été relâchés après avoir été interrogés.

Dobron

26/7/94. Deux fonctionnaires, l'un international et l'autre local, ont été arrêtés par les Serbes de Bosnie à Dobron et transportés à Visegrad. Les Serbes voulaient se servir des deux fonctionnaires comme monnaie d'échange contre la remise en liberté d'une famille serbe retenue à Gorazde.

Kasindolska

30/5/94. Un fonctionnaire local du HCR, un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies et deux journalistes ont été arrêtés au point de contrôle de Kasindolska par la police serbe et amenés à Ilidza pour y être interrogés par la police.

Kiseljak

3/9/93. Le nouveau chef du Bureau du HCR ainsi qu'un autre fonctionnaire international et deux fonctionnaires locaux ont été arrêtés par des soldats armés à la sortie de Kiseljak. Les soldats leur ont ordonné de quitter leur véhicule et de s'allonger sur le bord de la route. Ils leur ont alors bandé les yeux, lié les chevilles et attaché les poignets derrière le dos. Les soldats se sont enfuis à l'arrivée d'une patrouille britannique.

17/2/94. Un fonctionnaire local du HCR a été arrêté à Kiseljak par la police.

4. Voies de fait et/ou vols à l'encontre du personnel à bord de convois/véhicules/au domicile/bureau

Ex-Yougoslavie

25/11/93. Kiseljak – Un fonctionnaire local a été agressé et brutalisé; son véhicule a été volé.

Libéria

7/9/93. Monrovia – Un convoi du HCR a été arrêté à un point de contrôle par les troupes du Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria, qui ont exigé de fouiller le véhicule. Le problème a été résolu au bout de quelques heures par l'intervention des autorités gouvernementales.

Rwanda

12/2/94. Kigali – Deux fonctionnaires du HCR ont été arrêtés à un point de contrôle improvisé (pierres, rochers, etc.) par 10 à 12 hommes fortement armés qui leur ont volé tous leurs objets de valeur, et ont coupé les fils de leur radio. Le véhicule a finalement été rendu à ses propriétaires.

Somalie

Hargeisa

7/9/93. Un fonctionnaire du HCR est tombé dans une embuscade tendue par des hommes armés et a été dévalisé.

9/10/93. Deux fonctionnaires internationaux du HCR et un fonctionnaire local ont été arrêtés sur le trajet entre l'aéroport et la ville et ont été attaqués à main armée par des assaillants non identifiés.

5. Prise d'otages

Somalie

Hargeisa

2/12/93. Un fonctionnaire international a été pris en otage par des bandits qui ont demandé une rançon. Il a finalement été relâché après intervention des autorités locales.

6. Détournements

Cambodge

7/12/93. Le véhicule de quatre fonctionnaires voyageant dans le district de Siem Reap a été détourné. Les fonctionnaires ont été agressés et dévalisés.

Éthiopie

29/3/94. Un véhicule du HCR a été détourné. Il a finalement été récupéré par les autorités, mais la radio avait été volée.

Ex-Yougoslavie

Prozor

4/11/93. Un véhicule a été détourné – agresseurs inconnus.

Mozambique

4/7/93. Un fonctionnaire a été blessé pendant le détournement d'un petit avion affrété qui se rendait de Maputo au Swaziland.

D. Programme des Nations Unies pour l'environnement

Pendant la période considérée, il n'y a eu aucun cas d'arrestation ou de mise en détention par les autorités kényennes de fonctionnaires de l'ONU ou d'institutions spécialisées. En revanche, de nombreux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ont été victimes de la vague de violence criminelle qui frappe le pays. Les cas les plus graves sont le meurtre d'un fonctionnaire supérieur au cours d'un détournement de véhicule (12 septembre 1993), une attaque de bandits contre un camp de l'UNICEF dans le nord-est du Kenya, au cours de laquelle un pilote employé par l'UNICEF a été tué et un fonctionnaire de l'UNICEF blessé (3 septembre 1993) et, enfin, l'agression subie par un fonctionnaire du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, dans le cadre d'un détournement armé à Nairobi, au cours duquel il a été gravement blessé (8 mai 1994). Outre ces crimes, de nombreux autres délits ont été perpétrés à l'encontre du personnel de l'Organisation des Nations Unies, dont 15 détournements de véhicule.

E. Union internationale des télécommunications (UIT)

Remise en cause de l'immunité fiscale des fonctionnaires de l'UIT résidant en France

À partir du mois de septembre 1993, un nombre important de fonctionnaires de l'UIT (de toutes nationalités) résidant en France ont reçu, comme bon nombre de leurs collègues des autres institutions spécialisés ayant leurs sièges à Genève, de la part du centre des impôts de leur ressort, des mises en demeure de déclarer le montant des traitements et émoluments versés par l'Union pour les années 1990, 1991, 1992, voire même, pour certains d'entre eux, des notifications de redressements en vue de leur assujettissement à l'impôt sur le revenu en France.

Pour justifier ce changement subit d'attitude allant à l'encontre d'une pratique constante d'exonération suivie par la France depuis près de 40 ans, les autorités fiscales françaises se sont fondées sur le fait que la France n'avait pas ratifié la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités et institutions spécialisées.

/...

Étant donné que l'immunité fiscale de l'UIT et de l'ensemble de ses fonctionnaires constitue l'une des conditions essentielles du statut de l'Organisation, de son bon fonctionnement et de sa nécessaire indépendance qui passe par celle de ses fonctionnaires et afin de tenter d'enrayer immédiatement ce phénomène subitement apparu, une lettre conjointe de l'ensemble des chefs exécutifs des organisations se trouvant dans la même situation que l'UIT a été adressée le 24 septembre 1993 au Ministre français des affaires étrangères, M. Alain Juppé. Le Secrétaire général des Nations Unies, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC), a lui-même également écrit au Ministre en octobre 1993 pour lui rappeler l'intérêt qu'il porte à cette affaire et lui faire part de son inquiétude.

À la suite de nouvelles interventions des Directeurs et Secrétaires généraux des organisations concernées auprès du Gouvernement français, celui-ci a finalement décidé en décembre 1993, de suspendre, pour six mois (soit jusqu'en juin 1994), les actions entreprises par l'administration fiscale à l'égard des fonctionnaires et d'engager très rapidement une concertation approfondie avec les responsables des institutions spécialisées ayant leur siège à Genève.

Bien que cette décision de suspension ait été appliquée avec un certain retard et certaines incohérences selon les centres des impôts impliqués, les organisations et, en particulier, l'UIT, l'ont accueillie avec satisfaction et l'espoir qu'il s'agissait là l'un préalable nécessaire au règlement définitif du problème.

Pour ce qui est du fond de la question, le Secrétaire général de l'UIT et ses homologues se sont également félicités de l'intention exprimée par M. A. Juppé de mettre à profit ce délai pour procéder à des consultations approfondies avec les organisations en vue de dégager une solution durable, et lui ont immédiatement fait savoir qu'ils étaient tout disposés à s'y associer. À ce jour (1er juillet 1994), le Gouvernement français n'a cependant pas encore donné suite à son intention, si bien que les consultations envisagées n'ont pas débuté.

Ce silence prolongé a donc amené le Directeur général du Bureau international du Travail à demander, le 6 avril 1994, au Gouvernement français, au nom de l'ensemble des chefs exécutifs des organisations concernées, de proroger de six mois, jusqu'au 15 décembre 1994, la décision de suspension prise par ce dernier. De même, le Secrétaire général de l'Union a saisi de la question le CAC qui s'est réuni au siège de l'UIT les 11 et 12 avril 1994. Lors de cette réunion, le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, s'est engagé, au nom du CAC, à examiner la question avec les autorités françaises, afin de trouver une solution durable et acceptable pour tous à ce délicat problème.

Le Secrétaire général de l'Union a également porté la question à la connaissance du Conseil de l'UIT au cours de sa dernière session (2-17 mai 1994) par le biais d'un document intitulé "Remise en cause de l'immunité fiscale des fonctionnaires de l'UIT résidant en France".

En réponse à ce document, le Conseiller français a informé les membres du Conseil que le Gouvernement avait prorogé de trois mois, soit jusqu'au

/...

20 septembre 1994, le délai de suspension de toutes les actions engagées de redressement, pour lui permettre de trouver une réponse satisfaisante à ce problème, en concertation avec toutes les organisations touchées. Après avoir pris note de cette déclaration encourageante, le Conseil de l'UIT a décidé :

a) D'une part, de prier instamment le Gouvernement français de proroger de six mois, jusqu'au 15 décembre 1994 au moins, la décision de suspension et de reconsidérer sa position et d'entreprendre, dès que possible, des concertations approfondies avec les chefs exécutifs des organisations concernées ou leurs représentants afin de trouver à ce délicat problème une solution durable et acceptable par tous, qui, dans ses effets, se conforme à la pratique constante prévalant en France jusqu'en 1993;

b) D'autre part, d'autoriser le Secrétaire général à poursuivre ses efforts, de concert avec les chefs exécutifs des autres organisations concernées, en vue de parvenir au plus vite à cette solution et à présenter à la Conférence de plénipotentiaires de Kyoto (Japon), un rapport sur les développements intervenus depuis la session 1994 du Conseil.

Le 13 mai 1994, la Mission permanente de la France à Genève confirmait, dans une lettre adressée au Directeur général du Bureau international du Travail (BIT), l'information donnée le 11 mai à l'UIT par le Conseiller français.

Tout en se félicitant de ce nouveau délai de suspension, le Directeur général du BIT a insisté dans sa réponse datée du 24 mai et formulée au nom de l'ensemble des chefs exécutifs des organisations concernées, sur la nécessité que les consultations approfondies avec ces organisations, promises par le Ministre des affaires étrangères dans sa lettre au Secrétaire général de l'UIT en date du 21 décembre 1993, puissent commencer suffisamment tôt de manière qu'elles puissent couvrir utilement aussi bien le type de solution à adopter que les moyens de sa mise en oeuvre. Le Directeur général du BIT a, par ailleurs, porté cet échange de lettres à la connaissance du Secrétaire général des Nations Unies et lui a demandé d'appuyer le point de vue des organisations concernées, comme il avait déjà accepté de s'en charger, à la demande du Secrétaire général de l'UIT, lors de la dernière réunion du CAC qui s'est tenue en avril au siège de l'UIT.

Le Secrétaire général de l'UIT a, quant à lui, envoyé le 9 juin une lettre au Représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées ayant leur siège en Suisse, dans laquelle il lui demande, en particulier, de bien vouloir intervenir auprès des autorités compétentes afin que le délai de suspension soit prorogé jusqu'au 15 décembre 1994 au moins, conformément à la décision du Conseil de l'UIT, si une solution acceptable pour toutes les parties intéressées ne peut être trouvée avant le début de la prochaine Conférence de plénipotentiaires de l'Union qui doit se tenir à Kyoto du 19 septembre au 14 octobre 1994. Il attire, en outre, son attention sur un élément nouveau, à savoir la signature par la France, le 15 avril 1994 de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont l'article VIII prévoit l'application par analogie aux fonctionnaires de l'OMC des privilèges et immunités qui figurent dans la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées^p approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947. Le Secrétaire général de l'UIT

espère voir dans cette signature le signe avant-coureur d'une prochaine ratification par la France de la Convention de 1947 qui mettrait ainsi fin au douloureux problème auquel sont confrontés l'ensemble des fonctionnaires résidant en France des institutions spécialisées ayant leur siège à Genève.

En l'état actuel de la situation, le Secrétaire général de l'UIT reste néanmoins persuadé, quelle que soit la solution finalement adoptée d'un commun accord par les différentes parties en cause, qu'elle sera conforme aux obligations auxquelles la France est tenue en tant que membre des différentes organisations concernées et à la pratique constante qu'elle a toujours suivie depuis plus de 30 années.

F. Organisation des Nations Unies pour
le développement industriel

Dans la nuit du 14 septembre 1993, alors qu'il se rendait en voiture de Vinkovci à Zagreb afin de rencontrer un autre expert, un fonctionnaire de l'ONUDI a été arrêté à un point de contrôle serbe dans la région d'Okucani. Bien qu'en possession d'un laissez-passer, le fonctionnaire a été emmené et interrogé pendant trois heures. Il a été obligé à passer la nuit dans sa voiture, sous surveillance. Le lendemain, il a de nouveau été interrogé et gardé sous surveillance. Les efforts déployés par la police civile de la Force des Nations Unies pour obtenir qu'il soit relâché ont été vains, et le fonctionnaire a dû passer une nouvelle nuit dans sa voiture sous surveillance.

Le 16 septembre 1993, les représentants de la police civile de la Force des Nations Unies sont revenus au point de contrôle serbe munis des documents requis et le fonctionnaire a été relâché.

M. Michael Baran, expert associé de l'ONUDI, et sa femme, ont disparu alors qu'ils se trouvaient dans le voisinage immédiat du temple de Preah Vihear, à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, le 23 mai 1994. Ils n'ont plus été revus. Malgré les efforts déployés pour localiser M. et Mme Baran, il n'a pas été possible de déterminer l'endroit où ils se trouvaient.

G. Programme alimentaire mondial ONU/FAO

Afghanistan

a) Août 1993

Un magasinier du PAM, agent local sous contrat de louage de services, a été arrêté par les douaniers de Termez et accusé de passer en fraude 26 700 000 roubles appartenant au PAM. Nul n'a été autorisé à rendre visite à M. Arif Kobi, et le PAM demeure sans nouvelles de cet agent.

b) Janvier 1994

Des combats ayant éclaté à Kaboul, quatre fonctionnaires de l'ONU, dont un administrateur du PAM, ont été bloqués dans un abri fortifié. Un convoi a pu les évacuer par la suite, au cours d'un cessez-le-feu négocié par l'Organisation des Nations Unies. Les bureaux du PAM ont été pillés et mis à sac.

/...

c) Mars 1994

- i) Les conditions de sécurité à Mazar ont été telles que tout personnel du PAM a dû être évacué vers Termez;
- ii) Le bâtiment du PAM à Kaboul a été à nouveau endommagé par des tirs de roquettes qui ont détruit le côté ouest du bâtiment.

Angola

Au cours de la période considérée, des convois d'aide alimentaire, des bases et des avions du PAM ont été attaqués à plusieurs reprises.

a) 26 août 1993 : Catengue

Un convoi de 75 camions du PAM, qui transportait 1 960 tonnes d'aide alimentaire, a été attaqué par des éléments non identifiés. Cette attaque a fait trois morts et un blessé parmi les chauffeurs des camions, qui étaient employés par une société commerciale de transports.

b) 26 décembre 1993 : Luanda

Des entrepôts du PAM à Luanda/Mulamba ont été attaqués par un groupe de personnes portant l'uniforme de l'armée. Les gardes du PAM ont pu, après une bataille rangée d'une demi-heure, repousser cette attaque sans morts ni blessés.

c) 7 et 14 septembre, 8 octobre et 24 novembre 1993 : Luanda

Attaque à main armée et vol de véhicules du PAM.

d) 23 janvier 1994

Tirs d'artillerie intenses entre l'União Nacional para a Independencia Total de Angola (UNITA) et le Movimento Popular de Libertação (MPLA) à Malange, autour du périmètre du PAM.

e) 27 janvier 1994

Bombardement nourri de Luena.

f) 10 février 1994 : Kuite/Huambo

Des combats acharnés à Kuite et le bombardement répété de Huambo ont contraint à l'évacuation du personnel des institutions de l'ONU. Au cours de l'évacuation qui a été menée à bien, deux travailleurs du PAM ont été gravement blessés.

g) 16 février 1994 : Malange

Un avion affrété par le PAM a été touché par des obus de mortier et subi des dégâts.

h) 11 mars 1994 : Menoque

Des bombardements nourris entre factions adverses ont obligé à évacuer l'ensemble du personnel international, y compris celui du PAM.

i) 13 mars 1994 : incidents de Muchala/Dondo (attaque d'un convoi alimentaire)

Outre les pertes de camions et de vivres, cette attaque s'est soldée par six morts, deux disparus et six blessés (parmi le personnel des sous-traitants et le personnel militaire). Elle a fait en outre un nombre indéterminé de morts et de blessés parmi les civils.

j) 16 mars 1994 : Malange

La ville a essuyé des tirs d'artillerie, qui ont touché des quartiers proches de la base du PAM, mais n'ont fait que des dégâts matériels.

k) 15 avril 1994

Le Directeur adjoint de la base de Malange du PAM a été arrêté et incarcéré par la police locale qui l'accusait de complicité de transport de drogues. À la suite de l'intervention du Directeur de pays du PAM, ce fonctionnaire a été relâché mais assigné à domicile pendant la durée de l'enquête.

l) 20 avril 1994 : Lobito

Des coups de feu tirés par des bandits ont atteint un débardeur de l'aéroport du PAM qui rentrait chez lui. Il a été soigné à l'hôpital de Lobito et ses jours ne semblent plus en danger.

m) 21 avril 1994 : Malange

Des soldats de l'UNITA ont attaqué Bairro Kizanga en tentant de voler des vivres du PAM, mais l'attaque a été repoussée par des civils armés.

n) 20 avril 1994 : Luanda

Un véhicule du PAM, avec son chauffeur et son garde, a fait l'objet d'une tentative de détournement par deux hommes armés dans la ville de Luanda. Le garde du PAM a tiré sur les deux hommes tuant l'un et blessant l'autre.

o) 15 juin 1994

Cinq fonctionnaires de l'ONU (dont deux du PAM) et 58 agents d'organisations non gouvernementales (ONG) [dont 30 du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)] ont été pris en otage à Huambo par des forces de l'UNITA qui les ont empêchés de partir. Ils ont été relâchés à l'issue de négociations le 18 juin 1994.

Burundi

Le 1er mai 1994, un fonctionnaire local du PAM a été tué lors d'un accident lié à des troubles ethniques.

Cambodge

Le 11 août 1993, le garde préposé à la maison d'un fonctionnaire du PAM a été poignardé par un cambrioleur, et est mort de ses blessures. L'enquête de police n'a pas abouti à une arrestation.

Kenya

Le 27 mars 1994, un fonctionnaire du PAM et son épouse ont été victimes d'une embuscade que leur avait tendue sur la grand-route, entre Nakuru et Naivasha, quatre jeunes gens armés de couteaux, de coupe-coupe et de barres de fer. Ils ont été tous deux roués de coups, et souffert de fractures du bras, de coupures profondes, d'ecchymoses et de choc grave. Ils ont été sauvés par des villageois accourus pour leur porter secours. La police enquête sur cet incident.

Mozambique

a) Attaque contre un Volontaire des Nations Unies, à Maputo, le 14 mars 1994

Un Volontaire des Nations Unies a essuyé des coups de feu et a été grièvement blessé par des bandits armés qui se sont enfuis à bord de son véhicule. Il a dû être évacué d'urgence vers l'Afrique du Sud pour y être soigné. Heureusement, il se rétablit bien de cette épreuve.

b) Incident survenu à Macala le 5 avril 1994

Le 5 avril 1994, une foule rassemblée autour des entrepôts du PAM à Macala a donné l'assaut, franchi les murs, et pillé les vivres. Une intervention armée de la police a permis de rétablir le calme.

Rwanda

Après les troubles civils survenus en avril 1994, on a appris que deux fonctionnaires locaux du PAM auraient été tués. D'autres fonctionnaires locaux sont toujours portés disparus.

Somalie

Outre l'insécurité permanente qui a régné en Somalie au cours de la période considérée et les nombreuses menaces et attaques dont a été victime le personnel du PAM, il y a lieu de signaler les incidents ci-après :

a) 1er janvier 1994 : Baidoa

Un garde a été tué et le chauffeur grièvement blessé (paralysé) lorsque des bandits ont volé le véhicule du PAM devant le bureau du PAM de Baidoa.

b) 10 janvier 1994 : Mogadishu

Un employé du PAM a été enlevé par un groupe armé devant le bureau du PAM de Mogadishu. À l'issue de négociations prolongées avec les ravisseurs, il a été relâché indemne quelques jours plus tard.

c) 24 février 1994 : Mogadishu

Les 21, 22 et 26 février 1994, le périmètre du PAM a été assiégé par des manifestants, qui réclamaient une distribution de vivres. Il a fallu déployer des troupes de l'ONU autour du périmètre pour protéger le personnel du PAM.

d) 13 juin 1994 : Mogadishu

Des inconnus armés ont tué un secrétaire principal du PAM qui regagnait son domicile après le travail.

Soudan

a) 4 décembre 1993 : incident dans le couloir de Solat (Soudan méridional)

Une foule agitée a menacé de ses armes à feu une équipe de l'opération Survie Soudan du PAM qui livrait des vivres acheminés par voie fluviale à Malual (Soudan méridional); la raison a heureusement fini par l'emporter.

b) 24 février 1994 : incident à Attar (Soudan méridional)

Au cours d'une opération de secours de l'ONU menée par barge sur le Nil Blanc, une équipe de l'opération Survie Soudan de l'ONU, qui comprenait deux fonctionnaires du PAM, a été détenue par des forces de l'armée populaire du Soudan. Un contrôleur du PAM a été relâché sain et sauf le 27 février 1994 et un agent local du PAM le 2 mars 1994, avec trois agents locaux de l'UNICEF.

c) 8 juin 1994 : l'équipage d'une barge pris en otage au Soudan méridional

Suite à la coupure de la liaison radio avec l'équipe d'une barge qui se rendait à Juba, dans le sud du pays, un avion léger a été envoyé en reconnaissance. Le pilote a fait savoir que les vivres que transportait l'embarcation étaient pillés par la foule et l'équipage retenu captif. Une section militaire a été envoyée sur place pour rétablir l'ordre et libérer les prisonniers. Ceux-ci ont été relâchés indemnes.

Ouganda

Le 23 juin 1994, d'après les renseignements reçus, un convoi de camions a fait l'objet d'une attaque à main armée dans le nord de l'Ouganda (à 20 kilomètres au nord de Gulu). Deux chauffeurs du PAM auraient été tués, un grièvement blessé et cinq camions incendiés.

Yémen

Le 2 février 1994, une fonctionnaire du PAM a été enlevée par des inconnus, en même temps que deux fonctionnaires du PNUD, alors qu'ils se rendaient en voiture de Sanaa à Taiz. Elle a été relâchée indemne deux jours plus tard.

Notes

^a Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho, conclu au Caire le 4 mai 1994 (texte anglais), International Legal Materials, vol. XXXIII, No 3, mai 1994, p. 622 à 638.

^b Résolution 179 (II).

Annexe IV

PROGRAMMES, FONDS, BUREAUX, MISSIONS, INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
ET ORGANISMES APPARENTÉS DES NATIONS UNIES INTERROGÉS AUX FINS
DU PRESENT RAPPORT

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
	Banque mondiale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUST	Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
